

Ne pas attendre les calendes grecques

S'il en était besoin, les événements récents survenus dans nombre de banlieues sont venus nous rappeler la profondeur et la gravité de la crise sociale que nous traversons. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le gouvernement VILLEPIN n'apporte aucune réponse aux problèmes posés. Ou, plus exactement, les fausses solutions qu'il assène relèvent toujours de la même logique libérale : répression, flexibilité, exclusion, casse des acquis sociaux...

Services publics et Fonction publique aux premières loges

Dans ce contexte, services publics et Fonction publique occupent le devant de la scène. D'abord, par la nature et le nombre des attaques dont ils sont l'objet (privatisations totales ou partielles, diminution des infrastructures et des missions, réduction des effectifs, etc.). Ensuite, par les luttes qui se sont développées dans le domaine : EDF, SNCM, RTM, SNCF... Même si elles ne sont pas synonymes de complets succès, ces actions imposent des reculs, démontrent la détermination des salariés et ne laissent pas les mains libres au gouvernement et au MEDEF. Enfin, parce que, à l'évidence, les services publics et la Fonction publique sont au centre des enjeux actuels de société.

La mobilisation encore, toujours

Face à ces politiques rétrogrades, il est clair qu'il n'est pas question de baisser la garde le moins du monde.

Après le 4 octobre et les différentes et très fortes luttes sectorielles menées un peu partout, la journée de défense des services publics le 19 novembre doit être regardée comme un nouveau maillon de l'indispensable mouvement social. Il convient de faire plus fort encore. C'est ce à quoi -tous ensemble et sans relâche- nous devons nous atteler !

Le trait de l'actu.



par PJ

UN APPEL AU MEURTRE DES FONCTIONNAIRES

Il se nomme Claude LAMIRAND. Après s'être engagé aux côtés d'Alain MADELIN -dans démocratie libérale- pour la campagne présidentielle, puis à l'UMP pour participer à la campagne de CHI-RAC, il crée «Action Libérale» dont il est le président. (source : dossiersdunet.com) ; Voilà pour ce qui est de la présentation de cet individu que tout conduit à qualifier de sinistre.

En parcourant rapidement son «œuvre» on y découvre que rien de ce qui relève de la droite la plus extrême ne lui est étranger ; sans développer c'est lui qui -par exemple- caractérise le droit de grève comme étant « un coup d'état permanent » (Mars 2004).

Il vient de franchir une nouvelle étape dans son éditorial du 15 Septembre 2005 (sur le site de son organisation) avec un véritable appel au meurtre des fonctionnaires.

Sous un titre qui ne laisse aucune place à l'ambiguïté, «L' ELIMINATION PHYSIQUE D'UN FONCTIONNAIRE», il déverse toute sa haine. et s'évertue à «légitimer» le meurtre d'un fonctionnaire (traité, entre autres, de «raclure») en martelant «Ce n'est pas vrai que s'ils ne nous faisaient pas chier, ils ne prendraient pas de balles» (passons sur la syntaxe) puisque si on est «harcelé» on «utilise, comme c'est normal, les armes à feu ou blanches». Et d'enfoncer le clou : «De quel autre moyen que la violence et l'exécution du fonctionnaire en question dispose un homme libre ?»

Ces propos fascistes ne sont pas ceux d'un «Dupont la joie» mais bien de quelqu'un qui se réclame d'un engagement ultra-libéral, qui a pignon sur rue (et sur le Web) et qui est connu des partis politiques libéraux.

Tout cela rappelle (et d'ailleurs n'est ce pas directement lié ?) ceux que nous avons dénoncés comme ayant armé la main de celui qui a abattu deux inspecteurs du travail en Dordogne.

Nous ne laisserons pas faire !

Le ministre, la justice, ne peuvent laisser circuler sans réagir, en toute impunité, de tels appels. Ils doivent prendre leurs responsabilités. Nous, nous prendrons les notre.

Parce que oui, « LE VENTRE EST ENCORE FECOND D'OU EST SORTIE LA BÊTE IMMONDE » (Brecht).